

## **Dossier de la crise humanitaire en Centrafrique et la programmation de son agonie (décembre 2012-juin 2013)**

*Déliquescence du pays, pillages, ratissages des habitations et des biens publics, incendies des maisons d'habitation, massacres, crise alimentaire, crise sociale, viols, écoles fermées, populations en otages contre réquisitions des biens personnels, mémoire sélective des lieux de cultes, vandalisme des objets et des reliques des lieux de prière des chrétiens. Qu'on s'en défende ou qu'on le démente, mais le lot quotidien des malheurs, vu la nature depuis décembre 2012, la réalité ne fait plus de doute. Le coup d'Etat perpétré et les dégâts collatéraux continuent de vivre au quotidien. La République Centrafricaine se meurt dans l'indifférence générale. L'agonie est pour bientôt afin de faire place à de nouveaux occupants de ce pays pauvre des plus pauvres. A ces plaies qui gangrènent le peuple centrafricain s'ajoute un autre drame qui se joue depuis des années : la LRA de Joseph Kony dans le Sud-Est et le Nord-Est (pillages, incendies, massacres, enrôlement d'enfants soldats, crimes sexuels...)*

- 1 - République centrafricaine : Les forces de la Séléka tuent des dizaines de personnes et incendient des villages
- 2 - Centrafrique: "Sévère crise humanitaire", selon des ONG
- 3 - Michel Djotodia, président centrafricain : « Je ne suis pas un islamiste »
- 4 - Message des évêques de Centrafrique
- 5 - La crise en RCA reste dramatique...et ignorée

---

### **I. République centrafricaine : Les forces de la Séléka tuent des dizaines de personnes et incendient des villages [1]**

*Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait sanctionner les leaders de la Séléka responsables d'exactions*

Human Rights Watch (Johannesburg, le 27 juin 2013) – Des membres de la coalition rebelle Séléka, qui a renversé le Président de la République centrafricaine [2] François Bozizé le 24 mars 2013, ont pris pour cible et tué au moins 40 civils et ont intentionnellement détruit 34 villages ou villes depuis février dernier, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Au début du mois de juin, les chercheurs de Human Rights Watch ont recueilli des éléments de preuve détaillés concernant de nombreuses exactions dans des zones essentiellement rurales hors de la capitale, Bangui.

Le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) va soumettre un rapport sur la situation en Centrafrique au Conseil de Sécurité avant le 30 juin pour discussion au cours des semaines à venir. Le Conseil de sécurité devrait envisager des solutions pour renforcer le maintien de la paix hors de Bangui et adopter des sanctions individuelles à l'encontre des leaders de la Séléka responsables de graves atteintes aux droits humains, a précisé Human Rights Watch. Le Conseil de sécurité doit aussi exiger des autorités de transition une entière coopération avec la mission d'enquête mandatée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU concernant les abus commis dans le pays depuis décembre 2012.



Maisons détruites à Sirkadi sur la route menant de Batangafo à Bouca, le 8 juin 2013.  
© 2013 Human Rights Watch

*« Le monde semble l'ignorer mais la situation en République centrafricaine est véritablement catastrophique », a expliqué Daniel Bekele [3], directeur de la division Afrique à Human Rights Watch. « Les combattants de la Séléka tuent des civils et réduisent des villages en cendres tandis que des villageois meurent dans la brousse à cause du manque d'assistance. »*

Les Agences des Nations Unies et les organisations non gouvernementales humanitaires doivent tout mettre en œuvre pour atteindre les populations affectées, évaluer leurs besoins et leur apporter une aide indispensable, a indiqué Human Rights Watch.

Les chercheurs de Human Rights Watch se sont rendus à Bangui et dans les provinces de Mbomou dans le sud-est du pays et de Gribingui et Ouham dans le nord. Human Rights Watch a été en mesure de confirmer que, lors des attaques sur 34 villages et villes, principalement menées par des combattants de la Séléka entre le 11 février et le 2 juin, plus de mille maisons ont été incendiées et au moins quarante civils ont été tués. Les forces de la Séléka ont pris pour cible certaines communautés pour étouffer leur résistance et les piller. Au cours de ces attaques, les soldats de la Seleka ont tiré sur des civils au hasard, selon les conclusions de Human Rights Watch.

Plus tôt en 2013, Human Rights Watch avait documenté de graves atteintes aux droits humains [4] à l'encontre de civils, notamment des pillages, des exécutions sommaires, des viols et des actes de torture commis par des membres de la Séléka à Bangui.

En juin, les chercheurs de Human Rights Watch ont interrogé plus de cent témoins des attaques visant des civils. Dans la préfecture de Ouham, les témoins ont décrit le meurtre de treize civils dans les villages de Bade, Bougone et Gbodoro le 19 mai ; le meurtre de dix civils dans le village de Ouin le 1<sup>er</sup> mai et le meurtre de cinq civils dans les villages de Boubou et Zéré les 18 et 20 avril. Human Rights Watch a aussi reçu des signalements dignes de foi de meurtres d'au moins douze civils dans la ville de Ouango dans la province Mbomou les 21 et 22 avril. Conformément au droit international humanitaire, le meurtre et le ciblage délibéré ainsi que le meurtre de civils constituent des crimes de guerre.

Des témoins ont raconté que les assaillants étaient des combattants de la Séléka en uniforme, parfois accompagnés de Mbarara armés – des éleveurs nomades qui se déplacent avec leurs troupeaux entre le Tchad et la République centrafricaine – qui circulaient à cheval ou à moto. La Séléka faisait

feu sur les civils, souvent alors que ceux-ci s'enfuyaient. Un témoin dans le village de Gbade a raconté à Human Rights Watch : « *Lorsqu'ils sont entrés dans le village, ils ont commencé à nous poursuivre [et] à tirer sur les gens dans leurs maisons ou sur ceux qui couraient en direction de la brousse. La plupart des villageois ont été abattus d'une balle dans le dos alors qu'ils fuyaient.* »

Selon des témoignages, les forces de la Séléka et un représentant local autoproclamé, Adoum Takaji, sont arrivés dans le village de Ouin le 1<sup>er</sup> mai. Les villageois s'étaient enfuis dans la brousse en raison de violences ayant eu lieu quelques jours auparavant. Les membres de la Séléka et Adoum Takaji ont annoncé aux habitants qu'ils organisaient une réunion pour persuader la population locale de revenir dans leurs maisons.

Ils ont convaincu les habitants réticents de se rassembler, ont regroupé cinq hommes, les ont attachés ensemble et les ont abattus. Un témoin a raconté à Human Rights Watch : « *Un des [hommes] n'a pas été tué sur le coup, alors ils lui ont tranché la gorge avec un long couteau.* » Les combattants de la Séléka ont ensuite tiré sur les civils en fuite et tué cinq autres personnes. Tous les habitants du village ont fui vers la forêt voisine, où ils sont toujours.

Le ciblage des civils et les incendies de maisons ont forcé de nombreuses personnes à abandonner leurs villages. Human Rights Watch s'est entretenu avec des habitants des villages affectés, qui ont raconté qu'ils vivaient dans la brousse et les forêts environnantes. Les chefs des villages ont indiqué que des dizaines d'habitants, en particulier des personnes âgées, des nourrissons et des personnes malades, sont morts dans la brousse. Tous les villageois avec qui Human Rights Watch s'est entretenu vivent avec une assistance humanitaire minimale ou inexistante. Les conditions se sont aggravées depuis le début de la saison des pluies.

Les villageois des provinces de Gribingui et Ouham ont exprimé leur profonde préoccupation et leur peur de nouvelles attaques menées par les combattants de la Séléka. Un habitant du village de Boubou, qui vit dans la brousse craignant pour sa sécurité, a imploré les chercheurs de Human Rights Watch : « *Envoyez de l'aide... rapidement pour que nous puissions vivre dans le village au lieu de dormir dans la forêt comme des animaux.* »

Human Rights Watch a documenté la destruction de deux églises dans les villages de Yangoumara et Gbi-Gbi, et le pillage et la destruction d'une école à Yangoumara. Des témoins ont expliqué à Human Rights Watch que les forces de la Séléka ont mené des attaques en association avec des Mbarara armés. La destruction délibérée de biens civils, ainsi que de structures et de biens indispensables à la survie de la population civile, constitue également un crime de guerre conformément au droit international humanitaire.

Noureddine Adam, un général de la Séléka actuellement ministre de la Sécurité publique au sein du gouvernement de transition du pays, a nié que la Séléka était responsable de la moindre attaque documentée par Human Rights Watch. « *Ces attaques ont été commises par d'autres groupes armés avant notre arrivée* », a-t-il expliqué à Human Rights Watch. « *La Séléka n'est pas impliquée dans ces destructions de villages ni dans les meurtres.* »

Toutes les attaques documentées par les chercheurs de Human Rights Watch ont eu lieu dans des zones contrôlées par la Séléka. Les leaders de la Séléka sont en définitive responsables du comportement de leurs combattants et doivent enquêter efficacement sur les violations des droits humains et traduire en justice les responsables, a ajouté Human Rights Watch.

Dans les zones visitées par Human Rights Watch, aucune autorité de police ou de justice n'était présente. Le gouvernement de transition doit rétablir l'état de droit dans tout le pays en redéployant les autorités civiles locales.

Noureddine Adam a expliqué que quinze Préfets et commandants militaires avaient déjà été nommés et avaient reçu les ressources suffisantes pour exercer leurs fonctions. Il a précisé qu'ils seraient déployés prochainement pour rétablir une administration civile fonctionnelle.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit soutenir les efforts de maintien de la paix dans le pays et indiquer clairement qu'il prévoit d'adopter des sanctions ciblées à l'encontre des responsables de violations des droits humains graves, a déclaré Human Rights Watch. Dans un rapport au Conseil de

sécurité le 3 mai, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a recommandé que des sanctions soient envisagées.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit aussi exprimer son soutien à la mission d'enquête en cours mandatée par le Conseil des droits de l'homme, exiger que le gouvernement de transition et les leaders de la Séléka coopèrent totalement, et charger le BINUCA de fournir toute l'assistance nécessaire à la mission.

La Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEAC), l'Union africaine, l'Union européenne, le Conseil de sécurité de l'ONU et la France doivent favoriser les efforts de maintien de la paix en République centrafricaine, a déclaré Human Rights Watch. Ils doivent appuyer les efforts de la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (MICOPAX), une force de maintien de la paix régionale conduite par la CEAC, pour déployer des troupes supplémentaires dans tout le pays. Ils doivent aussi favoriser le désarmement en cours des combattants de la Séléka à Bangui et lancer ce processus dans les provinces.

Des troupes supplémentaires et une police civile bénéficiant d'un soutien logistique suffisant et efficace à Bangui et dans les provinces devraient accroître la capacité de la MICOPAX à apporter sécurité et protection à les populations civile affectées.

Dans son rapport au Conseil de sécurité le 3 mai, le Secrétaire général a appelé les partenaires de la République centrafricaine à fournir une aide financière et logistique efficace à la MICOPAX. Le 14 juin, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale réunie à Libreville s'est engagée à renforcer la sécurité à Bangui.

*« Les chercheurs de Human Rights Watch, village après village, ont à chaque fois entendu le même appel de la bouche des habitants : 'Ne nous abandonnez pas.' », a déclaré Daniel Bekele. « L'ONU et les autres acteurs doivent redoubler d'efforts pour venir en aide à ces populations largement oubliées. »*

---

**URL source:** <http://www.hrw.org/fr/news/2013/06/27/republique-centrafricaine-les-forces-de-la-seleka-tuent-des-dizaines-de-personnes-et>

**Liens:**

[1] <http://www.hrw.org/fr/news/2013/06/27/republique-centrafricaine-les-forces-de-la-seleka-tuent-des-dizaines-de-personnes-et>

[2] <http://www.hrw.org/fr/africa/central-african-republic>

[3] <http://www.hrw.org/bios/daniel-bekele>

[4] <http://www.hrw.org/fr/news/2013/05/09/republique-centrafricaine-de-nombreuses-exactions-ont-ete-commises-apres-le-coup-det>

© Copyright 2013, Human Rights Watch

---

## II. Centrafrique: "Sévère crise humanitaire", selon des ONG

Bangui (AFP) - 27.06.2013 18:21

Une dizaine d'ONG ont pointé du doigt jeudi une grave crise humanitaire en Centrafrique qui perdure après la prise de pouvoir en mars de la coalition rebelle Séléka, dont d'importantes figures ont demandé le même jour un "dialogue inter-Séléka".



Le personnel de Cooperazione Internazionale, une organisation partenaire de l'Unicef, vérifie l'identité d'enfants, le 27 mai 2013 dans le camp de Roux à Bangui  
afp.com - Jordi Matas

Une dizaine d'ONG ont pointé du doigt jeudi une grave crise humanitaire en Centrafrique qui perdure après la prise de pouvoir en mars de la coalition rebelle Séléka, dont d'importantes figures ont demandé le même jour un "dialogue inter-Séléka".

"Toute la population de Centrafrique, 4.6 millions de personnes, est affectée par une sévère crise humanitaire qui fait suite au coup d'Etat et à l'instabilité politique qui a suivi", affirme un communiqué signé notamment par Action contre la faim, Save the Children ou encore le Secours catholique.

"L'ONU estime que la RCA a besoin d'environ 97 millions d'euros d'aide, mais les dons reçus ne couvrent pour l'instant que 43 % de ces besoins", souligne le communiqué.

Selon le texte, "plus de 60.000 enfants et familles souffrent d'une sévère pénurie alimentaire. Plus de 200.000 enfants et familles ont été forcés de fuir leurs habitations ces six derniers mois et ont besoin de logements d'urgence, de nourriture et de soins médicaux".

Soulignant les problèmes sanitaires, d'insécurité, de pillages ou de meurtres, les organisations dénoncent également de nombreux cas de viols et abus sexuels, notamment sur des enfants, affirmant que "la crise humanitaire actuelle est la pire qu'ait connue le pays".

De son côté, Human Rights Watch (HRW) a affirmé jeudi dans un communiqué que les hommes du Séléka "ont pris pour cible et tué au moins 40 civils et ont intentionnellement détruit 34 villages ou villes depuis février"

"Dans les zones visitées par Human Rights Watch, aucune autorité de police ou de justice n'était présente", précise l'ONG.

Une ONG locale des droits de l'Homme a également dénoncé jeudi dans un communiqué "des violations massives des droits de l'homme" dans le pays, affirmant qu'il "ne se passe pas un jour sans qu'une personne arrêtée ou détenue arbitrairement soit torturée ou exécutée".

Plusieurs cadres du Séléka, parmi lesquels une importante figure du mouvement, le général Mohamed Dhaffane, ont demandé le même jour l'ouverture d'un "dialogue inter-Séléka afin de dégager un consensus nécessaire à la sérénité de la transition".

Le communiqué fustige notamment les "exactions des éléments armés incontrôlés (...) la marginalisation de la plus importante fange des combattants et militaires de Séléka", ainsi que la poursuite "des braquages, de pillages et autres graves exactions".

Le nouveau pouvoir dirigé par Michel Djotodia peine à remettre en route un appareil de production délabré, alors que le pays reste en proie à l'insécurité plusieurs mois après le renversement du président François Bozizé.

© 2013 AFP

<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-Centrafrrique-Severe-crise-humanitaire-selon-des-ONG.htm?&rub=6&xml=newsmIcmd.urn.newsmI.afp.com.20130627.45251202.ff3f.415d.919e.57949df5f951.xml>

---

### **III. Michel Djotodia, président centrafricain : « Je ne suis pas un islamiste »**

*Michel Djotodia s'est autoproclamé président de la Centrafrique le 25 mars, au lendemain du coup d'État réussi contre le président François Bozizé.*



(SIA KAMBOU / AFP)

**Plusieurs mois après ce putsch, les Centrafricains continuent à subir les exactions de plusieurs groupes armés.**

## **Michel Djotodia répond aujourd'hui aux questions de *La Croix***

### ***La Croix* : Trois mois après votre coup d'État, pourquoi les exactions se poursuivent-elles ?**

**Michel Djotodia** : Le désordre a été planifié par le défunt régime, qui a distribué près de 2 000 armes dans les quartiers de la capitale avant de s'enfuir. Par ailleurs, des gens mal intentionnés profitent de la situation. Presque tous les bandits de grand chemin et les prisonniers échappés se sont retrouvés dans la Séléka. Nous étions 5 000 à notre arrivée à Bangui contre 20 000 aujourd'hui. Mais la paix revient progressivement. Nous avons commencé à cantonner nos éléments dans les casernes. Le désarmement viendra dans un second temps.

### **Des mercenaires soudanais et tchadiens sont présents dans la Séléka. Comment comptez-vous les renvoyer ?**

**M. D.** : Nous sommes au cœur de l'Afrique et nos frontières sont poreuses. Ces personnes ont obtenu la nationalité centrafricaine du temps de Bozizé, après l'avoir aidé à prendre le pouvoir. Ce dernier n'ayant pas tenu ses engagements, ils ont quitté la garde présidentielle en 2012 avant de nous rejoindre.

### **De nombreux chrétiens dénoncent les pillages des paroisses, vous comparant à des conquérants musulmans venus imposer un État islamiste...**

**M. D.** : La Centrafrique est un État laïc et le restera. Je n'interfererai jamais dans les affaires religieuses. Ma mère est chrétienne, mon père est musulman. J'ai été au petit séminaire. J'aurais pu devenir prêtre si le destin ne m'avait pas entraîné ailleurs. Qu'ai-je à faire d'un État islamiste ? Cela ne va pas servir ma patrie. Je suis musulman, pas islamiste. La plupart des habitants de ce pays sont chrétiens. On ne peut tout de même pas les islamiser de force.

### **Les caisses de l'État sont vides. Les ministères pillés. Comment allez-vous payer les fonctionnaires ?**

**M. D.** : Nous avons payé un mois d'arriérés. Des aides des États voisins et un emprunt au Congo Brazzaville vont nous permettre de tenir jusqu'au mois d'août. Il faut relancer recettes douanières et rentrées fiscales. La communauté internationale nous a fait des promesses. Elle doit les concrétiser.

### **Qu'est ce qui pourrait empêcher les élections dans dix-huit mois, prévues par les accords de Libreville ?**

**M. D.** : L'absence de sécurité et de listes électorales... Nous ne sommes au pouvoir que depuis trois mois. Nous voulons rétablir la sécurité avant de préparer les élections. Le pays est fatigué. Je parle d'expérience : la vie de rebelle n'a rien de bon. J'espère être le dernier chef d'État à accéder au pouvoir par un putsch.

### **Profitant du chaos, les rebelles de la LRA (Armée de résistance du Seigneur), dont le chef Joseph Kony est accusé de crimes contre l'humanité, ont repris leurs attaques dans l'est. Que comptez-vous faire ?**

**M. D.** : Le précédent régime a accepté la présence d'une force de l'Union africaine composée d'Ougandais pour en finir avec la LRA. Nous ne sommes pas contre une aide étrangère. Mais les Ougandais n'ont pas obtenu de résultats probants en cinq ans et certains sont responsables de vols de bois, de diamants, d'ivoire. Avec l'aide du Soudan du Sud, du Soudan et du Tchad, nous voulons mettre sur pied une force pour chasser la LRA.

### **Recueilli par Olivier Talles (à Bangui)**

<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Michel-Djotodia-president-centrafricain-Je-ne-suis-pas-un-islamiste-2013-06-26-978834>

La Croix - 26 juin 17h 00

-----

#### **IV. Ras le bol. Courageux bras d'honneur des évêques centrafricains à la Séléka - Message des évêques de Centrafrique**

Source : <http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=11410>  
26/06/2013 02:46:26



**Prélude. Un message du Professeur Benoît Awazi Mbambi Kungua, président du Cerclecad (<http://www.cerclecad.org/>), Ottawa-Canada :** *"Bravo aux évêques centrafricains pour cet acte de foi et de courage devant Dieu et devant l'histoire.*

*Le Cerclecad , à travers son vaste réseau médiatique mondial, croit fermement en la force de transformation intellectuelle, politique et sociale des citoyens, induite par la circulation des idées émancipatrices, critiques et prophétiques, pour la cause de la dignité, de la liberté et de la responsabilité des Africains, partout où ils sont traités comme de vulgaires animaux domestiques, des esclaves, et donc, de non hommes, aussi bien en Afrique que dans les diasporas africaines du monde occidental.*

*C'est ce courage qui devrait caractériser les Églises d'Afrique qui n'ont plus d'autre option que de radicaliser le message prophétique du prophète Jésus de Nazareth, le Dieu Crucifié et Ressuscité en Afrique. Devant l'érosion et la désintégration des sociétés africaines postcoloniales, les Églises d'Afrique doivent urgemment quitter les sacristies et affronter les fauves qui se repaissent du sang des Africains".*

---



## **Message des évêques de Centrafrique**

Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'Etat

En janvier et juin de chaque année, la *Conférence des Evêques de Centrafrique* (CECA) se réunit en session ordinaire. Cette instance est un espace d'échange autour des questions relatives à la vie de l'Eglise, portion du peuple de Dieu en Centrafrique. Elle fournit, par ailleurs, aux Evêques l'occasion de partager sur le cours des événements qui font l'actualité politique, économique et socio-culturelle au niveau de la Nation.

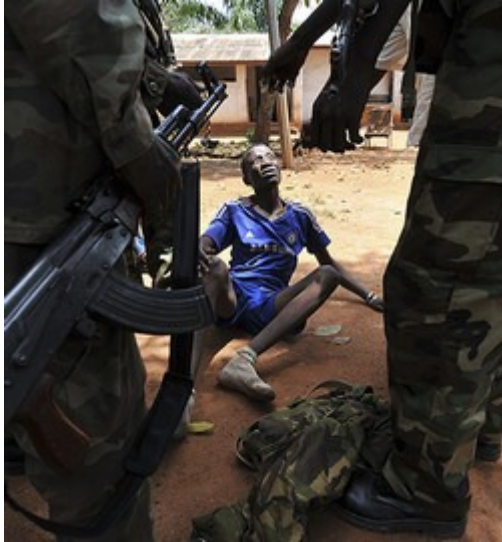
A la plénière de janvier, une coutume consacrée par plusieurs années d'usage, a toujours voulu que nous venions à la rencontre du Chef de l'Etat lui présenter nos vœux à l'occasion du nouvel an. La énième escalade de violence qui avait alors remis en question la sécurité et la paix sur une importante partie du territoire nous a empêchés d'honorer cette tradition.

Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'Etat, la Conférence des Evêques de Centrafrique est une famille de neuf diocèses étendus sur l'ensemble du territoire national. Ainsi l'archidiocèse de Bangui couvre la capitale et la préfecture de l'Ombella Mpoko. Le diocèse de Mbaïki correspond à toute la Lobaye. Le diocèse de Berbérati comprend la Mambéré\_Kadei et la Sangha-Mbaéré. Le diocèse de Bouar englobe toute la Nana Mambéré et une bonne partie de l'Ouham Pendé. L'autre partie de l'Ouham Pendé, notamment la sous-préfecture de Paoua, constitue la juridiction du diocèse de Bossangoa qui s'étend par ailleurs à toute l'Ouham. Le diocèse de Kaga-Bandoro équivaut à la Kémo, la Nana-Gribizi et le Bamingu- Bangoran. Le diocèse de Bambari regroupe les préfectures de la Ouaka, la Haute Kotto et la Vakaga. Le diocèse d'Alindao ceinture la Basse Kotto et enfin celui de Bangassou comprend les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou.

Par notre diverse provenance, nous constituons autant de fenêtres sur les horizons de notre cher pays. Témoins privilégiés de la vie de nos populations à travers les villes et les villages, nous sommes porteurs des souffrances, des attentes et de l'espoir qui les animent. Tels sont notre devoir et notre vocation : non seulement annoncer le Christ, mais aussi faire écho à la voix des sans voix, remonter en toute fidélité les sentiments et les légitimes aspirations à la paix et au bien-être de ce peuple qui est le nôtre. Le Pape Benoît XVI, dans l'*Encyclique Deus Caritas est n°28 §4* explique en effet :

L'Eglise ne peut ni ne doit prendre en main la bataille politique pour édifier une société la plus juste possible. Elle ne peut ni ne doit se mettre à la place de l'Etat. Mais elle ne peut ni ne doit non plus rester à l'écart dans la lutte pour la justice. Elle doit s'insérer en elle par la voie de l'argumentation rationnelle et elle doit réveiller les forces spirituelles, sans lesquelles la justice, qui requiert aussi des renoncements, ne peut s'affirmer ni se développer. La société juste ne peut être l'oeuvre de l'Eglise, mais elle doit être réalisée par le politique. Toutefois, l'engagement pour la justice, travaillant à l'ouverture de l'intelligence et de la volonté aux exigences du bien, intéresse profondément l'Eglise.

**Nous ne venons donc pas en présomptueux donneurs de leçons. Nous ne faisons que relayer les interrogations de nos frères et soeurs en butte à des problèmes humanitaires de toute sorte ainsi qu'à des inquiétudes, quant à notre avenir en tant que nation. Telle est la mission pastorale qui nous incombe**



Fidèle à sa vocation de « *sel de la terre et de lumière du monde* » (Mt 5, 13a.14a), l'Eglise de Dieu en Centrafrique, par la voix de ses Pasteurs que nous sommes, n'a cessé d'attirer l'attention des dirigeants politiques, notamment à travers les différentes lettres pastorales, sur la dégradation des conditions de vie de nos concitoyennes et concitoyens. Nous avons stigmatisé les maux qui freinent notre développement, affectent notre vivre-ensemble et font le lit des rebellions, à savoir le népotisme, le régionalisme, la corruption, le clientélisme, l'affairisme au niveau des hommes d'Etat, l'impunité, le détournement, l'accaparement ou la destruction des biens publics... Il s'agit donc de l'institutionnalisation de la mauvaise gouvernance. Ces maux d'hier demeurent encore aujourd'hui d'actualité d'autant plus que les effets sont amplifiés par les hostilités initiées par la coalition SELEKA. « **Du jamais vu !** » Voilà les mots qui disent le sentiment général du peuple face au déferlement des éléments de la SELEKA. Jamais l'on n'a connu sur notre terre un conflit aussi grave dans son ampleur et dans sa durée. Jamais aucun trouble militaro-politique ne s'était disséminé avec autant de violences et d'impacts sur l'ensemble de notre territoire.

Jamais une rébellion ne nous a drainé une aussi forte présence de combattants étrangers.

Jamais une crise ne nous a fait courir un aussi grave risque de conflit religieux et d'implosion du tissu social. Un spectacle « *du jamais vu* » sur tous les plans.

**Sur le plan social**, on n'a pas fini de dresser le bilan en terme de perte de vies humaines, de viols, de pillages, de villages incendiés, de destruction de champs, de violation et spoliation de domiciles privés, des familles illégalement expropriées de leurs maisons qui sont occupées de manière indue par un homme fort ou une bande armée. Le tissu social a été complètement déchiré. Les valeurs et repères sociaux ont été travestis. Le peuple a été soumis à un énorme traumatisme dont les conséquences sont manifestes dans les cas de suicides et de dépressions.

Sur le plan économique, jamais une crise n'avait engendré une destruction aussi systématique et programmée de ce qui restait du faible tissu industriel et économique du pays :

1. destruction de la Sucaf de Ngakobo,
2. Actes de vandalisme des agences bancaires,
3. saccage des stations à essence,
4. mise en sac et pillage des usines d'égrainage de coton de Bambari et de Gifa,
5. liquidation et bradage de nos ressources minières aux chefs de guerre et mercenaires, tel est le cas du chantier aurifère de Ndassima et tous les autres sites d'exploitation de diamant.
6. exploitation désordonnée et abattage anarchique du bois

7. mise en faillite des sociétés forestières (SEFCA, TANRY BAMBA, VICA, SCAD, IFB...)
8. réseau organisé et autorisé de braconnage : les éléphants et les espèces protégés sont purement et simplement sacrifiés aux bandits de grand chemin.
9. destruction des sites touristiques (NZANGA SANGHA, BUFFLE ROUGE...)
10. appauvrissement systématique de la population centrafricaine par des pillages organisés de toutes leurs ressources : activités artisanales, petit élevage, boeufs... et incendie criminelle et volontaires de leurs greniers et réserves (grains et semences...).
11. mise en place par les éléments de SELEKA d'une régie parallèle qui échappe complètement au contrôle de l'Etat. Les recettes profitent uniquement à ceux qui l'ont établie. On comprend dès lors que les caisses de l'Etat soient vides. En effet les recettes ne profitent qu'aux initiateurs d'un tel système.

**Quel héritage allons-nous léguer à la génération montante ? L'envie d'assouvir des intérêts égoïstes et mesquins ne saurait justifier l'irresponsabilité dont nous faisons aujourd'hui montre dans la gestion irrationnelle de nos ressources.**



**Sur le plan politico-administratif**, jamais le peuple n'a compris l'obstination avec laquelle les combattants de la coalition SELEKA ont détruit les archives de l'administration publique et des collectivités locales. Que se cache-t-il derrière cette volonté de destruction et d'annihilation de la mémoire nationale ? Jamais le peuple n'a compris leur acharnement sur les représentants du gouvernement ainsi que sur les agents de l'Etat en mission dans les écoles, les hôpitaux et les divers services administratifs sur toute l'étendue du territoire. Ces actes ont porté atteinte à l'existence même de notre Nation. L'autorité de l'Etat est mise en question par des groupes armés qui ont établi une administration parallèle dans différentes localités de l'arrière-pays.

**Sur le plan éducatif et scolaire**, le risque d'une année blanche est réel. En dépit des montages faits par les techniciens du Ministère de l'Enseignement et des appels répétés, lancés par les autorités compétentes, la reprise des activités scolaires s'est faite très timidement dans certains établissements de l'*Enseignement Catholique Associé de Centrafrique (ECAC)* à Bangui, Bangassou, Kaga-Bandoro, Bouar, Berbérati et dans quelques autres établissements publics. Un programme d'examens

(concours d'entrée en sixième, BC, BAC) vient d'être communiqué par les services d'Examens et Concours. Que fait-on de la majorité des écoles saccagées, et celles qui demeurent encore fermées ?

**Sur le plan sécuritaire et militaire**, l'armée nationale et républicaine a cédé le pas à un agrégat de factions en mal de cohésion, manquant d'éthique et de déontologie professionnelles. Ces éléments continuent à se comporter en rebelles. Ils défient toute hiérarchie et donnent uniquement allégeance à « *leur chef militaire* ». Ils prennent avantage des armes en leur possession pour imposer leurs lois. En dépit des pillages et des nombreuses exactions qu'ils ont commises sur la population, ils refusent de se faire désarmer.

Par ailleurs les mercenaires exigent encore d'être payés. Tel est le cas des Soudanais qui occupent à ce jour la Caserne des Sapeurs Pompiers. Même si un début de sécurisation est perceptible à Bangui, il n'en est pas le cas dans l'arrière-pays où le cantonnement des éléments de SELEKA devient un souffre-douleur pour la population livrée à leur merci. Ces hommes supposés assurer la sécurité des personnes, se transforment en leurs bourreaux. Ils s'arrogent le droit de commettre toutes les exactions. La vie du Centrafricain n'a désormais aucun prix.

Ces éléments de SELEKA, pour la plupart des étrangers, peuvent impunément tuer, violer, piller, saccager, incendier des maisons, des greniers, des villages entiers, en représailles à la légitime défense opposée par les populations locales. Nous déplorons la dissémination, à travers le pays, des armes de tout calibre, qui augmente le sentiment et le fait d'insécurité. Alors que nous venons de célébrer, le dimanche 19 juin 2013, la Journée de 'l'Enfant Africain', nous condamnons la pratique des enfants soldats qui ne crée aucun climat propice à l'épanouissement de l'enfant et de la jeunesse en Centrafrique.

**Sur le plan religieux et culturel**, l'ardeur et la détermination avec lesquelles les éléments de SELEKA ont profané des lieux de culte chrétien et se sont pris de manière ciblée aux biens des chrétiens, ont ébranlé les fondements de notre cohésion sociale. L'unité du peuple centrafricain est ainsi mise à rude épreuve surtout à la vue des comportements de complicité que nous déplorons chez certains de nos frères musulmans. Ces attitudes répondent-elles à un agenda caché comme certains éléments le laissent présager ? Toutefois nous exhortons les autorités politiques à tout mettre en oeuvre pour ne pas exacerber ces tensions dont l'implosion causera beaucoup de mal à notre pays. Nous réitérons notre attachement au principe de laïcité qui a façonné notre pays. Par ailleurs nous compatissons avec certaines communautés musulmanes qui ont été prises en otage et doivent la sécurisation de leurs biens grâce à un système d'omerta qui consiste à verser, par anticipation, une rançon aux éléments de SELEKA avant l'entrée de ces derniers dans une ville.

Au regard de tant de drames, d'humiliations et de mépris, le peuple a besoin d'être rassuré. A cet effet, nous devons nous mettre au service de la vérité. Nous constatons malheureusement que les leaders politiques s'illustrent par le mensonge, la fuite en avant, le déni de la vérité. Tout est mis en oeuvre pour préserver les intérêts égoïstes des intéressés.



**Nous sommes en droit de nous demander : à qui profite cette crise ? La violence est-elle un moyen nécessaire de résolutions de crises qui affectent notre pays ?** Nous exhortons les femmes et les hommes qui animent la vie politique de notre Nation à prendre désormais leurs responsabilités. Combien de temps allons-nous nous laisser manipuler par des puissances étrangères qui nous utilisent, nous infantilisent et font de nous des prédateurs pour notre peuple ? Que faisons-nous de notre indépendance ?

Se mettre au service de la vérité exige aussi que toute la lumière soit faite sur les responsabilités des uns et des autres dans les pillages, les viols, les tueries, les exactions que le peuple a subies. A cet effet, nous saluons et encourageons la mise en place de la Commission Mixte d'Enquête, chargée d'investiguer sur les crimes commis depuis 2004 à nos jours. Nous osons espérer que ce n'est pas uniquement une stratégie de blanchiment d'un régime en abois, accablé par les exactions qui sont décriées par toute la société civile et la communauté internationale. Puissent les conclusions auxquelles aboutiront les travaux de cette Commission créer les conditions adéquates de **la RECONCILIATION et du PARDON dans la VERITE et la JUSTICE**. Il faut donc rompre avec la logique de l'impunité et envisager la réparation des torts. La reconstruction d'une paix durable est à ce prix.

**La rébellion menée par la coalition SELEKA a ébranlé les fondements de l'unité nationale. Les Centrafricaines et Centrafricains sont sclérosés par le doute. Ils vivent désormais dans la peur et la méfiance, qui affectent les bonnes relations, naguère entretenues au-delà des clivages politiques, ethniques et religieux.** Nous avons le devoir et la responsabilité de faciliter la cohésion nationale et le vivre-ensemble par le respect de la dignité humaine et des principes inhérents à la laïcité. En ce qui nous concerne, le respect des convictions religieuses n'est pas seulement une vue d'esprit. Nous l'avons manifesté de manière concrète par la mise en place de la '*Plate-forme religieuse*'. Cette initiative a permis, au niveau religieux, d'atténuer les effets de la crise et de désamorcer les tensions dont les conséquences sont préjudiciables pour tout le pays. C'est à ce prix que nous pouvons garantir l'unité et le développement de notre pays.

Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'Etat, dans l'intérêt suprême de la République centrafricaine, pour un retour à l'état de droit, pour la reconstruction et le développement de notre pays, nous attirons votre attention sur les questions relatives :

1. à la sécurisation du territoire national
2. au désarmement des combattants
3. au rapatriement des mercenaires : Tchadiens et Soudanais

4. à la protection des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine
5. à la lutte contre l'impunité
6. à l'application de la justice à l'égard des victimes des exactions de toute sorte
7. à la réparation des préjudices causés à l'Eglise et à la population
8. à la sécurisation de nos ressources minières, forestières et agricoles
9. à la relance de l'économie nationale
10. à la bonne gouvernance
11. à la reconstruction du tissu social
12. au respect des convictions individuelles, politiques et religieuses
13. au vivre-ensemble et à la cohésion sociale à travers la réconciliation et le pardon dans la vérité et la justice.

Nous voulons vous assurer de notre disponibilité, en tant qu'Eglise, à poursuivre notre collaboration dans la promotion de l'éducation, de la santé, du développement, de la recherche de l'unité, de la paix, de la réconciliation. Comme le rappelle le Pape Benoît XVI, dans son Exhortation post-synodale *Africae Munus* au n° 81, « *l'Eglise en Afrique doit contribuer à édifier la société en collaboration avec les autorités gouvernementales et les institutions publiques et privées engagées dans l'édification du bien commun* ». Que Dieu bénisse la République centrafricaine !

Fait à la CECA, le 20 juin 2013.



S. E. Mgr Edouard MATHOS, Président de la CECA

S. E. Mgr Albert VANBUEL, Vice-Président de la CECA

S. E. Mgr Dieudonné NZAPALAINGA, Archevêque de Bangui

S. E. Mgr Nestor Désiré NONGO AZIAGBIA, Evêque de BOSSANGO

S. E. Mgr Juan José AGUIRRE MUNOZ, Evêque de Bangassou

S. E. Mgr Peter MARZINKOWSKI, Evêque d'Alindao

## 5. La crise en RCA reste dramatique...et ignorée



L'insécurité est encore un problème majeur - Photo: UNICEF/Pierre Holtz

NAIROBI, 9 juin 2013 (IRIN) - D'après les responsables, la terrible situation humanitaire et sécuritaire du pays est en partie due à un désintérêt international pour la crise en République centrafricaine (RCA). La crise touche l'ensemble de la population de 4,6 millions d'individus, et des dizaines de milliers de personnes ont besoin d'un hébergement d'urgence, de soins médicaux et de nourriture.

« La République centrafricaine continue de souffrir de l'indifférence internationale. La crise du pays est perçue comme une crise nationale avec quelques débordements régionaux, mais toutefois moins grave pour la paix et la sécurité internationales que la Somalie, le Sahel ou l'est de [la République démocratique] du Congo », a déclaré à IRIN Alex Vines, responsable du programme Afrique du groupe de réflexion Chatham House.

Pendant des décennies, la RCA a été marquée par un besoin d'aide humanitaire et une instabilité gouvernementale. Le gouvernement de l'ancien président François Bozizé avait pris le pouvoir après un coup d'État en mars 2003. Dix ans plus tard, le 24 mars 2013, M. Bozizé a été renversé à son tour par un coup d'État mené par les rebelles de la Séléka.

Cette dernière crise a causé le déplacement interne de 206 000 personnes. Elle a aussi forcé des milliers de personnes à se réfugier au Cameroun, au Tchad et en République démocratique du Congo (RDC).

Selon M. Vines, « toute la difficulté consiste à réunir les conditions pour la tenue d'élections crédibles, alors que les institutions solides font défaut et que les donateurs internationaux [sont] pour la plupart indifférents, car ils sont pris par de plus grandes priorités ailleurs ».

Le financement de l'aide humanitaire en RCA, par exemple, reste faible malgré les besoins croissants du pays. L'appel humanitaire de 139 millions n'est financé qu'à hauteur de 31 pour cent, selon une [déclaration](#) du 4 juin émise par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

### La menace de la Séléka

L'insécurité reste dramatique.

« Les forces de la Séléka se sont révélées indisciplinées et destructrices, et constituent la principale source d'instabilité », a affirmé M. Vines.

Dans un [rapport](#) du 10 mai, Human Rights Watch (HRW) a révélé les exactions commises par les forces de la Séléka de décembre 2012 à avril 2013.

**« La République centrafricaine continue de souffrir de l'indifférence internationale. La crise du pays est perçue comme une crise nationale avec quelques débordements régionaux, mais toutefois moins grave pour la paix et la sécurité internationales que la Somalie, le Sahel ou l'est de [la République démocratique] du Congo »**

Lorsque la Séléka a pris le contrôle de Bangui, les rebelles se sont déchainés, pillant, tuant des civils, violant des femmes et réglant leurs comptes avec les membres des Forces armées centrafricaines (FACA)... De nombreuses tueries ont eu lieu dans des zones urbaines en plein jour », précise le rapport.

« D'après Human Rights Watch, les déclarations de témoins tentent à prouver que les rebelles ont obéi, au niveau local, à leurs commandants directs. Comme l'a déclaré à Human Rights Watch un témoin du meurtre de civils non armés en fuite, « le [commandant en poste] a donné l'ordre, puis ils ont tiré ».

Le directeur de la division Afrique de HRW, Daniel Bekele, a appelé le gouvernement de la Séléka à « contrôler les rebelles qui l'ont mise au pouvoir, à éviter les exactions et à punir ceux qui les commettent ».

Une [analyse](#) réalisée en juin par Assessment Capacities Project (ACAPS, un regroupement de trois organisations non gouvernementales) a révélé que de récents rapports suggèrent « que des membres de la Séléka occupent de force des résidences, notamment celles appartenant à des gens considérés comme proches du gouvernement de M. Bozizé ».

« De plus en plus de signes montrent que le peuple se mobilise contre les crimes et les violations des droits de l'homme perpétrés par les membres de la Séléka, et les tensions montent entre la Séléka et la population.

« Les fractures se sont aggravées au sein de la coalition, empêchant le commandement de la Séléka de contrôler ses propres troupes. Une tentative de coup d'État a été signalée le 14 mai à mesure que les tensions se font plus vives entre deux des principaux groupes qui se disputent le contrôle ».

### **Les conditions pour assurer la sécurité**

En avril, le Conseil de sécurité des Nations Unies a exprimé son [inquiétude](#) quant à la dégradation de la situation et a souligné que « les responsables de tels actes et d'atteintes au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme, notamment les violences à l'encontre des civils, les tortures, les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes, le recrutement et l'exploitation d'enfants dans le conflit armé » devaient répondre de leurs actes.

Le déploiement supplémentaire de troupes de maintien de la paix en RCA fait partie des mesures qui permettront, comme l'espèrent les responsables, d'améliorer la sécurité.

Mi-mai, Margaret Vogt, la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la RCA, a réclamé le déploiement de forces supplémentaires pour « maîtriser l'état actuel de chaos » et pour forcer les rebelles à respecter l'accord de Libreville, un accord de paix qui demande le cantonnement, la démobilisation et la sélection des rebelles pour leur réintégration dans une armée réformée.

Selon Thibaud Lesueur, analyste pour la RCA auprès de International Crisis Group (ICG), la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC) est en train d'être renforcée, « mais si l'envoi de troupes supplémentaires aide à protéger Bangui, le reste du pays restera toutefois incontrôlable ».

« Le retour à un niveau de sécurité minimal dans le pays implique trois étapes : garantir la sécurité à Bangui, lancer le DDR [désarmement, démobilisation et réintégration] et reformer le secteur de la sécurité », a expliqué M. Lesueur dans un courriel adressé à IRIN.





Photo: UN Photo/Aliza Eliazarov

L'éviction du président François Bozizé en mars a plongé la RCA dans une crise profonde

« La première étape implique une décompression de la sécurité dans la capitale ; une première opération visant à repousser certaines troupes de la Séléka à l'extérieur de Bangui a été lancée mi-mai. Deux cents ex-rebelles ont été escortés jusqu'à Bria, mais cela reste insuffisant. Dans un deuxième temps, un véritable processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration des anciens soldats doit être engagé, et des offres de réinsertion civile attrayantes doivent être proposées.

« Et enfin, seul [un] nombre limité de combattants de la Séléka doit être réintégré [dans] l'armée. En effet, une réintégration massive des membres de la Séléka dans [l']armée nationale serait certainement néfaste pour la stabilité de la RCA à long terme ».

### **Les inquiétudes d'ordre humanitaire**

Le 4 juin, le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF) a alloué 7,1 millions de dollars pour venir en aide à plus d'un million de personnes en RCA, dont 595 000 enfants âgés de moins de cinq ans.

« Nous fournirons une aide alimentaire et médicale, un accès à l'eau potable et à l'assainissement, un soutien psychologique aux victimes de violences sexistes, une aide à la gestion des déchets et des soins de santé reproductive », a déclaré la coordonnatrice humanitaire de l'action humanitaire en RCA, Kaarina Immonen, dans un [communiqué de presse](#).

Du 22 au 24 mai, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ses partenaires ont vacciné 122 869 enfants de moins de cinq ans dans huit quartiers de Bangui à la suite d'une épidémie de rougeole. Près de 56 enfants âgés de 12 à 17 ans ont également été libérés des groupes armés, d'après un [rapport de situation publié par OCHA](#).

Selon Abdoulaye Sawadogo, directeur adjoint du bureau d'OCHA à Bangui, les principales inquiétudes sécuritaires concernent les droits de l'homme, les violences sexistes et la démobilisation des enfants enrôlés dans les groupes armés. L'insécurité alimentaire est également un problème à cause des hausses de prix et de l'épuisement des ressources alimentaires. Il y a une pénurie de semences et d'équipements.

Le manque de médicaments et de fournitures médicales dans la plupart des centres de santé à l'extérieur de Bangui est tout aussi problématique, car la population n'a qu'un accès limité, voire inexistant, aux centres de soins.

L'accès humanitaire est toujours inégal. « L'accès reste difficile dans certaines régions du pays,

principalement pour des raisons de sécurité, ce qui empêche les organisations humanitaires [de] reprendre leurs opérations », a déclaré M. Sawadogo, ajoutant que les négociations d'accès avec les autorités de la Séléka sur place sont assurées par OCHA et le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies.

Certaines organisations ont repris leurs opérations sur le terrain et déploient leurs équipes sur place lorsque les conditions de sécurité le permettent, a-t-il dit.

Selon M. Vines de Chatham House, la sécurité est un élément essentiel pour résoudre la situation humanitaire « vraiment alarmante » en RCA « mais, quant à savoir si la FOMAC est capable d'assurer la sécurité, cela reste à démontrer ».

**Dossier sangonet.com, 28 juin 2013 – Victor. Bissengué.**